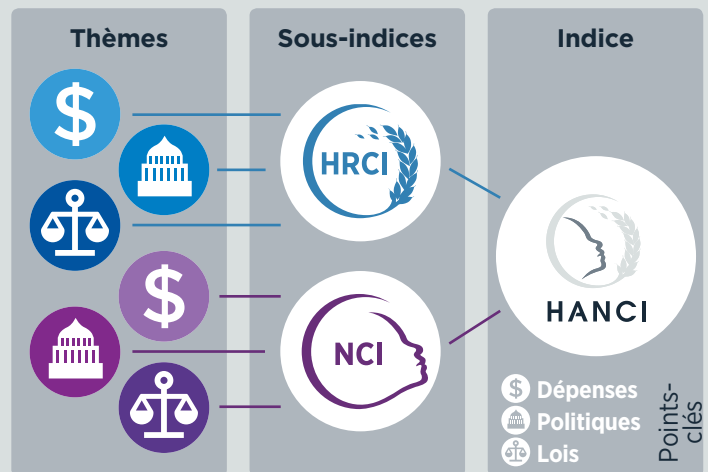
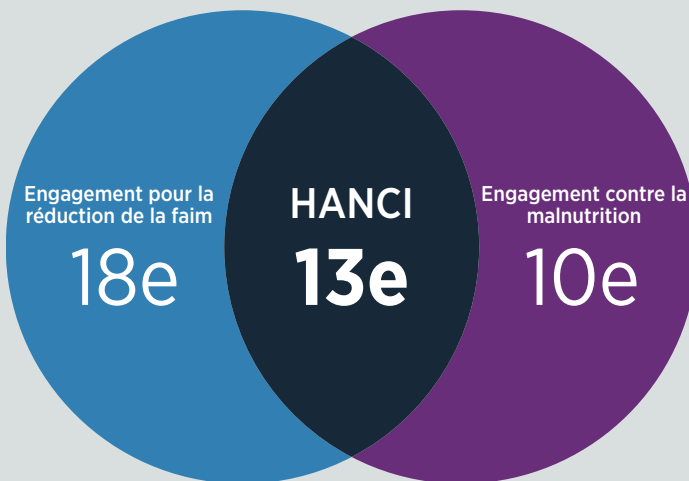


 **Viet Nam: Données clés**



Taux actuels de dénutrition : 5.8% retard de croissance : 23.8% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 13.4%

Source: Gouvernement vietnamien (NNS, 2017)

**Bons résultats**

- Viet Nam : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Viet Nam : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire et a distribué deux fortes doses de supplément en vitamine A à 99% des enfants en 2017.
- Viet Nam : en 2017, 94.7% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.
- Viet Nam : 95.8% des femmes de 15 à 49 ans ont été vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2014.
- Viet Nam : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.
- Le taux d'enregistrement des naissances (96.1% en 2014) est élevé, permettant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

**Points à améliorer**

- Les services de vulgarisation agricole sont l'apanage de l'État et les agriculteurs pauvres n'ont pas leur mot à dire dans la définition de priorités pour les politiques. Le système de recherche et de vulgarisation agricoles n'atteint pas les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Il n'existe pas de politique en faveur de l'égalité des sexes dans l'accès aux services de vulgarisation agricole.
- Viet Nam : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Viet Nam : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (The five-year Socio Economic Development Plan) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Viet Nam : les décideurs ne disposent pas d'enquêtes régulières sur la nutrition qui soient statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2013-2014.
- Viet Nam : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation est médiocre.


**Viet Nam: Données clés**
**Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales <sup>1</sup>	2.30%	2016	16e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales <sup>2</sup>	9.5%	2017	10e ex aequo
<b>Politiques</b>			
🏠 Accès à la terre (sécurité foncière) <sup>3</sup>	Moyen	2019	31er ex aequo
🏠 Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles <sup>3</sup>	Médiocre	2019	37e ex aequo
🏠 Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	96.1%	2014	4e
🏠 Fonctionnement des systèmes de protection sociale <sup>3</sup>	Moyen	2018	6e ex aequo
<b>Lois</b>			
🏠 Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation <sup>3</sup>	Médiocre	2017	30e ex aequo
🏠 Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) <sup>4</sup>	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	3e ex aequo
🏠 Égalité hommes-femmes des droits économiques <sup>4</sup>	Pas dans la loi	2019	16e ex aequo
🏠 La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo

<sup>1</sup> Pas de benchmark<sup>2</sup> Pas de benchmark<sup>3</sup> Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon<sup>4</sup> Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique**Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Oui	2019	1er ex aequo
<b>Politiques</b>			
🏠 Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	99%	2017	1er ex aequo
🏠 L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
🏠 Population ayant accès à une source d'eau améliorée	94.7%	2017	6e
🏠 Population ayant accès à un assainissement amélioré	83.5%	2017	3e
🏠 Visites médicales pour les femmes enceintes	95.8%	2014	16e
🏠 Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement <sup>1</sup>	Faible	2016-2020	39e
🏠 Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
🏠 Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
🏠 Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
🏠 Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Non	2013-2014	39e ex aequo
<b>Lois</b>			
🏠 Consécration du CICS <sup>^</sup> dans le droit interne <sup>2</sup>	Pleinement consacré	2019	1er ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacré dans le droit ● Pleinement consacré<sup>^</sup> Code international de commercialisation des substituts du lait maternel

\*For full details visit:  
[www.hancindex.org](http://www.hancindex.org)